



AMBASSADE DE SUISSE  
EN FRANCE

75007 PARIS, le 9 novembre 1990

142, Rue de Grenelle  
Tél. (1) 45 50 34 46  
Télex 270969  
Chèques Postaux Paris 5 695 57 P  
Réception : 9 h. à 11 h. 45

Réf.

Prière d'adresser vos correspondances  
à l'Ambassade et non pas à des personnes  
déterminées.

CONFIDENTIEL

R.P. no 32/90  
BO/mm

France : la coupe est-elle pleine ?

Résumant dimanche dernier, sur les ondes d'une radio périphérique, la manière dont il percevait la situation intérieure, l'ancien Président Giscard d'Estaing déclarait péremptoirement que la coupe était pleine. Il est vrai que depuis la rentrée le climat s'est sensiblement détérioré en France. Un profond malaise règne dans trois structures essentielles du corps social, l'éducation, la justice et la police. A ces phénomènes profonds et qui, tout en étant préoccupants, étaient restés jusqu'à ces derniers temps à l'arrière plan, il faut en ajouter d'autres d'ordre économique, comme l'amorce d'une crise dans l'industrie automobile et l'électronique, ainsi que le désarroi dans lequel se trouve l'agriculture. Mais, heureusement pour la France, ces difficultés sectorielles sont limitées et l'ensemble de l'économie se porte encore bien. Et en toile de fond demeurent toujours les deux grands défis auxquels le pays est confronté, la construction européenne et l'immigration.

Crise donc dans l'éducation. Cette fois-ci ce ne sont plus les enseignants qui descendent dans la rue, mais les lycéens. On percevait les premiers signes de ce malaise il y a un certain temps déjà (voir mon R.P. 01/90). Devant le délabrement des locaux, la disparition de l'autorité et l'anarchie qui s'installe dans certains établissements, ainsi que la qualification souvent médiocre des professeurs, les élèves ont décidé de prendre leur destin en main. Pères et mères qui ont fait Mai 68 sont interloqués de voir leurs enfants réclamer plus d'autorité et de discipline. Le balancier est à l'autre extrémité de son mouvement. Le gouvernement est perplexé. Le ministre de l'éducation, L. Jospin, avait le sentiment légitime d'avoir fait progresser spectaculairement le budget de l'éducation nationale. Mais le mal qui ronge la jeune génération ne peut être guéri à coups de milliards seulement. Ces adolescents

./.



sont conscients d'avoir à faire face bientôt à une compétition sans pitié au niveau mondial. Ils veulent donc pouvoir bénéficier d'une formation optimale, qu'on ne saurait envisager sans une discipline et une rigueur d'enseignement hors desquels il n'est pas de succès possible.

Crise de la justice. L'encombrement des tribunaux et des prisons, dû en partie à un manque de crédits, avait déjà suscité bien des remous. Mais depuis ce printemps le mal est plus profond. La loi d'amnistie concernant le financement illégal des partis a répandu dans le pays le sentiment que les plateaux de la balance de la justice n'étaient pas égaux et que les politiciens bénéficiaient d'un régime de faveur. En nommant fin septembre au poste de Garde des sceaux l'ancien trésorier de sa dernière campagne présidentielle, le ministre de l'agriculture H. Nallet, le Président de la République pensait offrir à ce fidèle collaborateur un poste moins exposé que le précédent. Or, à peine la nouvelle de sa nomination était-elle connue que paraissait un livre écrit par un policier qui jetait une lumière douteuse sur le rôle qu'aurait joué M. Nallet dans la récolte des fonds destinés à financer les dépenses du candidat Mitterrand. Bien que le ministre proteste farouchement de son innocence, cette affaire trouble un peu plus les esprits et l'on peut se demander comment M. Nallet parviendra à redorer le blason bien terni de la justice.

La police, enfin, est secouée par diverses affaires, et ses méthodes contestées. D'un côté, les jeunes banlieusards en colère à la suite de la mort d'un des leurs à Vaulx-en-Verin au cours d'un incident avec la police ont, le mois dernier, saccagé une partie de cette cité-dortoir. A cette occasion, la France a pris conscience du grave problème que pose la sécurité dans ces banlieues où se côtoient immigrés et Français déshérités. Si d'un côté les plus excités condamnent la violence policière, les plus timorés dénoncent la carence et la pusillanimité des forces de l'ordre dans ces ghettos où le moindre incident peut dégénérer. Récemment, une partie de la banlieue parisienne a été privée d'autobus le soir car les conducteurs refusaient de faire circuler leur véhicule sans protection policière. Ce climat d'insécurité ne peut que profiter au Front national, qui prêche la fermeté et le renvoi des immigrés chez eux. A ce malaise s'ajoute maintenant une affaire sordide impliquant cette branche sensible de la police que sont les Renseignements généraux. Leur tâche est de fournir au gouvernement toutes sortes d'informations confidentielles, notamment sur les politiciens, et les méthodes de travail de ce corps sont parfois en marge de la légalité. Or, l'été dernier, une équipe d'enquêteurs a été impliquée dans la disparition mystérieuse d'un pasteur homosexuel. Pour se défendre, un des inspecteurs a jugé bon de révéler certaines des pratiques des RG, ce qui a suscité un profond dégoût dans le public. Et le mois dernier les restes du corps du pasteur étaient découverts en forêt de Rambouillet. Ainsi donc, si les soupçons qui pèsent sur ces policiers se confirment, le gouvernement ne pourra plus arguer du caractère non violent de ces opérations policières. De Gaulle avait eu

Ben Barka, Giscard de Broglie et Boulin, et voici que Mitterrand pourrait maintenant avoir le pasteur Doucé. Le ministre de l'intérieur, P. Joxe, n'a pas été particulièrement adroit dans cette affaire, pas plus d'ailleurs que dans celle de la profanation du cimetière juif de Carpentras, dont les auteurs courent toujours. Le peuple français se pose toujours plus de questions au sujet de sa police.

C'est dans ce climat délétère que le gouvernement voit pointer une tempête parlementaire. Son projet de contribution sociale généralisée, visant à rétablir l'équilibre bien menacé de la Sécurité sociale, est au centre d'une polémique car on se dispute beaucoup pour savoir si c'est oui ou non un impôt nouveau. Or, dans cette affaire, le Parti communiste défend une ligne parallèle à celle de l'opposition. Et pour la première fois depuis 28 ans une motion de censure pourrait être votée par le parlement. Théoriquement, l'addition des voix de la droite et des communistes pourrait renverser le gouvernement. Mais certains centristes hésitent beaucoup, et toute l'action de M. Rocard consistera à inciter certains d'entre eux à ne pas suivre les consignes de l'opposition. C'est le 19 novembre que l'on connaîtra le résultat de ses efforts et que l'on saura si une majorité de parlementaires partage l'avis de M. Giscard-d'Estaing, mentionné plus haut.

Mais l'on peut déjà penser que la "méthode Rocard", à savoir la tactique consistant à traiter une à une les affaires en leur laissant d'abord le temps de perdre leur acuité, pourrait bien être inefficace face à tant de questions fondamentales. Certes, pour l'heure l'opinion publique accorde toujours son soutien au Premier ministre, mais on sent l'impatience présidentielle grandir - M. Mitterrand n'a-t-il pas donné cette semaine un soutien remarqué aux lycéens ? Et l'on sait qu'en Vème République il n'est pas nécessaire que le parlement censure le gouvernement pour que le Président se sépare de son Premier ministre. Le tout est de savoir si le successeur de M. Giscard-d'Estaing pense lui aussi que la coupe est pleine.



L'Ambassadeur de Suisse

C. Jagmetti